



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# REVUE DE PRESSE SECTORIELLE AGRICULTURE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° novembre 23

## Inde

- L'effet El Nino : une mousson sous-performante
- Entre El Niño, l'éthanol et les fêtes de Diwali, le gouvernement central peine à maîtriser le prix du sucre
- Les stocks de sécurité alimentaire de l'Inde remis en question
- Minimum Support Price (MSP) : annoncés pour la campagne d'hiver
- L'expérience indienne au service du G21

## Pakistan

- Productivité de l'agriculture pakistanaise : se focaliser avant tout sur les petites et moyennes exploitations
- Blocage à l'entrée sur le marché de l'UE de 39 cargaisons de riz basmati, exportées par six opérateurs différents
- Une ordonnance de la Haute Cour du Sindh permet l'entrée des graines de tournesol et de soja génétiquement modifiés sur le territoire pakistanais
- Emirats Arabes Unis : suspension provisoire des importations de viande fraîche en provenance du Pakistan
- Le gouvernement propose un projet clef en main au géant agro-industriel saoudien AlMarai
- Fauji Foods, premiers résultats financiers non-déficitaires depuis 2015

## Bangladesh

- L'irradiation au service des produits alimentaires
- Importations d'œufs en hausse, le gouvernement tente de stabiliser le marché

## Bhutan

- Un rapport de la Banque mondiale met en garde contre les graves répercussions économiques des sécheresses

## Népal

- Face à l'augmentation de la contrebande de riz au Népal, l'Inde assouplit les restrictions à l'export

# Inde

## Production

### L'effet El Nino : une mousson sous-performante

La mousson du sud-ouest s'est officiellement terminée le 30 septembre avec des précipitations "inférieures à la normale", à 94 % de la moyenne sur une longue période (Long Period Average/LPA), ce qui constitue le niveau le plus bas depuis 2018 en raison d'El Nino. Ce phénomène est invariablement lié à la faiblesse des pluies de mousson en Inde. L'arrivée tardive de la mousson en juin et la lenteur de sa progression en juillet ont entraîné un déficit pluviométrique, qui a été aggravé par le niveau le plus bas du siècle enregistré en août, mois où la mousson est la plus importante. Cependant, les pluies de mousson ont repris au cours de la deuxième semaine de septembre et le déficit pluviométrique est passé de -11 % le 1er septembre à -6 % le 29 septembre.

Dans l'ensemble, la distribution des précipitations a été asymétrique, certaines parties enregistrant d'importants déficits. Les précipitations sur la péninsule sud et le nord-est de l'Inde représentaient 92 % et 82 % de la LPA, tandis que sur le nord-ouest de l'Inde et le centre de l'Inde, elles représentaient 101 % et 100 % de la LPA.

La mousson fournit près de 70 % des précipitations nécessaires à l'irrigation des cultures et à la reconstitution des réservoirs et des aquifères. Selon l'IMD (India Meteorological Department), les précipitations dans la zone centrale de la mousson, qui comprend la plupart des régions d'agriculture pluviale du pays, ont atteint 101 % de la LPA. Toutefois, le déficit pluviométrique a entraîné une baisse du niveau de l'eau dans les 150 principaux réservoirs du pays. À la mi-octobre, le niveau d'eau représentait 73 % de la capacité de 178,784 milliards de mètres cubes, soit 19 points de pourcentage de moins que l'année dernière. Le stockage dans la région du sud était de 48 %, soit 25,361 milliards de mètres cubes, sur une capacité de 53,334 milliards de mètres cubes. Alors que les semailles des cultures d'hiver sont en cours, la baisse des stocks peut être une source d'inquiétude, en particulier dans les régions qui dépendent de l'irrigation. La baisse des niveaux d'eau dans les réservoirs des États a également donné lieu à des litiges sur le partage de l'eau des rivières.

En septembre, le Karnataka, qui ne disposait pas de réserves d'eau suffisantes pour assurer l'approvisionnement en eau potable et l'agriculture, a connu des manifestations à l'échelle de l'État contre l'ordre de la Cour suprême de libérer 10000 cusecs (283m3/sec) d'eau du fleuve Cauvery à l'État voisin du Tamil Nadu pendant une période de 15 jours. La mousson du nord-est, qui apporte des pluies à la péninsule sud d'octobre à décembre, aurait dû aider, mais les prévisions de l'IMD concernant son installation tardive et ses faibles performances initiales ont suscité l'inquiétude des parties prenantes.

## Marché

### Entre El Niño ; l'éthanol et les fêtes de Diwali, le gouvernement central peine à maîtriser le prix du sucre

L'inquiétude est forte sur la production de sucre pour cette campagne 2023-2024. En effet, le Karnataka et le Maharashtra, deux des 3 principaux états producteurs, ont vu leur production de cannes fortement diminuer (-40%) du fait de la sécheresse, vraisemblablement liée à El Niño, avec des rendements sucriers également faibles. Les sucreries se préparent donc à une bataille féroce pour obtenir le plus de canne à sucre possible, ce qui devrait logiquement continuer de faire augmenter les prix.

La production sucrière ayant été affectée en Inde et en Thaïlande par le phénomène climatique El Niño selon la FAO, les prix mondiaux ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis près de 13 ans.

Afin de contrôler les prix domestiques, compte tenu de la période festive qui se prépare et pour laquelle les sucreries et friandises seront fortement consommées, le gouvernement central a prolongé la période d'interdiction des exportations de sucre et demandé un inventaire strict des stocks afin de limiter le stockage et permettre la mise sur le marché intérieur d'une offre suffisante de sucre.

A moyen terme, il n'est cependant pas certain que ces mesures suffisent pour faire baisser les prix, d'autant que l'éthanol issu du sucre est désormais considéré par nombre d'investisseurs comme une source d'énergie verte. L'industrie du sucre a ainsi vu bondir le niveau des actions des principales entreprises du secteur, l'exemple le plus marquant étant le rendement de l'action de Bajaj Hindusthan Sugar qui s'est élevé à 110% de sa valeur.

## Commerce

### Les stocks de sécurité alimentaire de l'Inde remis en question

Les principaux exportateurs mondiaux de céréales se plaignent à l'OMC des « stocks de sécurité alimentaire » établis par l'Inde, dénonçant que ces derniers peuvent provoquer des distorsions de marché, notamment s'ils sont remis sur les marchés internationaux. L'Inde a défendu sa politique d'exportation de blé lors d'une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), déclarant qu'il n'y avait aucune preuve d'atteinte à la sécurité alimentaire ou de distorsion des échanges. Le pays a demandé un ensemble de mesures relatives à la sécurité alimentaire lors de la 13e conférence ministérielle de l'OMC, en soulignant la nécessité de trouver une solution au problème des stocks publics. La demande de l'Inde a reçu le soutien d'environ 80 pays, dont la Chine et l'Afrique du Sud. L'Union européenne a également exprimé son soutien à la recherche d'une solution permanente au problème des stocks publics. En retour, l'Inde dénonce les avantages historiques qu'ont les pays occidentaux concernant les subventions aux agriculteurs. [En savoir plus](#)

## Politique agricole

### Minimum Support Price (MSP) : annoncés pour la campagne d'hiver

Le gouvernement indien a récemment annoncé les prix minimaux de soutien pour les cultures d'hiver (*rabi*) pour la saison commerciale 2024/2025. Le MSP est le prix minimum annoncé deux fois par an pour 24 produits de base. Cette mesure vise à protéger les agriculteurs contre les fluctuations de prix.

Tandis que l'achat de blé, de riz et de certaines légumineuses au MSP se fait à grande échelle pour le programme de distribution, les autres produits sont généralement achetés par le gouvernement lorsque le prix du marché tombe en dessous du MSP déclaré. Le MSP est parfois fixé afin d'encourager la culture d'un produit particulier. Par exemple, le MSP des graines oléagineuses et des légumineuses a presque doublé depuis 2014/15, l'Inde essayant d'augmenter sa production d'huile alimentaire et de légumineuses.

Pour la campagne d'hiver, le MSP du blé, une des cultures les plus importantes d'hiver, est passé de 2125 roupies/quintal l'année dernière à 2275 roupies/quintal pour la saison commerciale 2024/2025, soit une augmentation de 7%. Ceci représente 202% du coût estimé (1128 roupies) pour la production d'un quintal de blé.

Les lentilles *masur* ont connu la plus grande augmentation nette de 425 roupies, passant de 6000 roupies/quintal l'an dernier à 6425 roupies/quintal (+7%) pour la saison commerciale 2024/2025, ce prix correspond à 189 % du coût estimé de production (3405 roupies). Pour la moutarde et le colza, une augmentation de 3% a été annoncée par rapport à l'année dernière, de 5450 à 5650 roupies/quintal, représentant 198% du coût estimé de production (2855 roupies). Il faut toutefois noter que l'inflation était de 6,5% l'an dernier, ce qui explique en partie les revendications des agriculteurs et les MSP annoncés pour cette campagne.

Le MSP est fixé sur la base des recommandations de la Commission for Agricultural Costs and Prices (CACP). Il est calculé en multipliant par 1,5 le coût de la culture, qui comprend tous les coûts payés tels que ceux encourus au titre de la main-d'œuvre salariée, du travail des bœufs/des machines, du loyer payé pour les terres louées, des dépenses encourues pour l'utilisation d'intrants, les frais d'irrigation, l'amortissement des outils et des bâtiments agricoles, les intérêts sur le fonds de roulement, les coûts de diesel/l'électricité, etc. Néanmoins le calcul, réalisé au niveau central, suscite un débat parmi les agriculteurs, notamment parce que les coûts de production varient d'un Etat à l'autre, ce qui peut parfois limiter les revenus des agriculteurs de certains Etats. Lire : [communiqué de presse](#) et [article](#)

### L'expérience indienne au service du G21

Le sommet du G20 de New Delhi a permis à la présidence indienne de se distinguer sur la scène internationale. Après plus de 200 réunions tenues dans plus de 60 villes du pays, le consensus sur la déclaration des dirigeants du G20 de New Delhi constitue une étape importante pour le gouvernement en place dans la promotion du rôle de l'Inde. En particulier, la présidence indienne du G20 restera dans les mémoires pour avoir promu le développement inclusif en mettant au premier plan les voix du Sud et obtenu l'intégration de l'Union africaine dans le désormais G21.

Le numéro d'octobre 2023 de la publication trimestrielle de l'ICRIER porte sur le thème "du G20 au G21 : One Earth, One Family, One Future". Au travers de 4 articles, l'ICRIER analyse comment l'Inde peut relever les défis du changement climatique (« G21 Agriculture Pathway » et « Is India Ready to lead carbon farming market ? ») et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (« G21 : Pathway to nutrition security in India and Africa ») dans un contexte économique marqué par une inflation importante des prix (« A balancing act in pricing for consumers and producers »). [En savoir plus](#)

## Pakistan

### Economie

#### Productivité de l'agriculture pakistanaise : se focaliser avant tout sur les petites et moyennes exploitations

S'exprimant dans un panel organisé par la Banque mondiale, Mme Amna Bajwa, experte indépendante, considérait qu'il fallait que l'Etat pakistanais se consacre avant tout aux petits et moyens agriculteurs.

Elle indiquait que plusieurs problèmes se posaient à eux :

- les coûts importants de l'intermédiation de la collecte du lait et des récoltes vers des marchés de gros sous-régionaux ;
- l'obsolescence des équipements actuellement utilisés ;
- la mauvaise qualité des variétés de graines allouées aux petits et moyens agriculteurs de la part des autorités agricoles provinciales ;
- les effets du changement climatique sur les rendements.

De ce tableau général, l'experte fait le constat d'une baisse de productivité générale de 5% par an depuis 10 ans quand la productivité de certaines exploitations gérées par de puissantes holdings intersectorielles augmentait de 7 à 10% par an depuis 15 ans.

### Commerce

#### Blocage à l'entrée sur le marché de l'UE de 39 cargaisons de riz basmati, exportées par six opérateurs différents

En vertu des dispositions du règlement (CE) n° 669/2009, les douanes allemandes et italiennes ont enregistré le plus grand nombre d'interceptions de riz pakistanais comportant (i) des aflatoxines, (ii) des résidus de pesticides, (iii) de l'acétamipride, (iv) de l'hexaconazole, (v) de l'imidaclopride, (vi) du métal et ou du plastique, (vii) des hydrocarbures ont imprégné le riz à partir d'emballages non-appropriés.

La partie pakistanaise a effectué une étude des teneurs maximales en aflatoxines dans les denrées alimentaires au Pakistan qui montre que les denrées alimentaires pakistanaises contiennent des teneurs en aflatoxines supérieures à 30 µg/kg résultant de mauvaises conditions de stockage, d'un emballage inapproprié et de chaînes d'approvisionnement défectueuses.

Des fuites ministérielles suggèrent que ces saisies de marchandises qui pourraient disqualifier le riz pakistanais à l'export (2 Mds USD avaient été exportés en 2022/2023), seraient liées à un dysfonctionnement interne entre le ministère de la sécurité alimentaire nationale et les départements agricoles des provinces.

#### Une ordonnance de la Haute Cour du Sindh permet l'entrée des graines de tournesol et de soja génétiquement modifiés sur le territoire pakistanais

Bien que la loi pakistanaise interdise l'importation d'OGM destinés à la consommation animale, le quotidien « Pakistan Today » révèle qu'un trafic de « vraies fausses autorisations » au sein du ministère de la sécurité alimentaire et de la recherche a permis de dédouaner 9 navires de vrac chargés de soja génétiquement modifié au cours de l'année 2022/2023. Or, l'ancien ministre fédéral de la Sécurité alimentaire nationale, Tariq Bashir Cheema avait pris position très fermement contre l'importation de ces cargaisons. Le « Pakistan Today » indique que les importateurs ont fait rentrer leurs cargaisons grâce à de vrais-faux certificats précisant qu'elles ne comportaient pas d'OGM.

Dans ce contexte difficile pour les administrations en charge de l'application du principe de précaution dans le domaine des OGM, une seule ordonnance de la Haute Cour de justice de la province du Sindh (où se trouve les trois grands ports du pays) a amené en octobre le ministère du Changement climatique, l'Agence de protection de l'environnement (EPA), le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et le Département de la protection des végétaux à renoncer à faire appliquer la loi et arrêter les cargaisons.

De fait, l'arrêté de la Haute cour du Sindh permet officiellement l'importation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) au Pakistan.

#### Emirats Arabes Unis : suspension provisoire des importations de viande fraîche en provenance du Pakistan

Au début octobre, une contamination fongique a été détectée dans une cargaison de viande en provenance du Pakistan et à destination des Émirats Arabes Unis. Pour limiter les conséquences d'une fermeture du marché de la viande émirien, plusieurs entreprises pakistanaises ont conclu des accords d'exportation avec l'Égypte, l'Indonésie et la Chine (« The Organic Meat Company Karachi Ltd » est ainsi la première société pakistanaise homologuée par les douanes chinoises pour exporter en Chine).

En 2022/2023, le Pakistan avait exporté pour 144 M USD de viande vers les EAU. La production actuelle de viande du Pakistan s'élève à 49 millions de tonnes, dont seulement 2 % (soit 95 991 tonnes) sont destinés à l'export.

## Entreprises

### Le gouvernement propose un projet clef en main au géant agro-industriel saoudien AlMarai

Le SFIC (Special Investment Facilitation Council, organe civilo-militaire visant à attirer des investissements au Pakistan) associé au ministère fédéral des ressources naturelles et du développement rural ont présenté au début octobre à des spécialistes en implantation du premier groupe agro-industriel saoudien AlMarai le potentiel agricole des 50 000 acres (20 234 hectares) du Cholistan, situé au sud-est de la province du Pendjab.

Le SFIC et le ministère fédéral des ressources naturelles et du développement rural ont indiqué en conférence de presse qu'ils ont soumis un « paquet d'investissement » au groupe AlMarai comprenant une ferme laitière, des parcs d'engraissement pour vaches et pour chameaux, une zone de transformation alimentaire clef en main est également proposée dans la ville de D.I Khan, la zone de transformation alimentaire devant être couplée avec une centrale électrique. Le ministère s'engage en parallèle à assurer la disponibilité de l'eau dans cette région réputée sèche via un réseau d'irrigation.

A cette occasion, le responsable de projet pour le groupe AlMarai au Pakistan a indiqué avoir investi il y a 7 ans dans une ferme pilote située dans la région de Lahore.

### Fauji Foods, premiers résultats financiers non-déficitaires depuis 2015

Fauji Foods, troisième acteur national en termes de cheptel laitier, premier producteur de beurre du pays, premier producteur de fromages industriels pour les chaînes de « fast food », premier producteur de céréales pour le petit déjeuner au Pakistan connaît en même temps que ses performances marketing une profonde crise industrielle et recherchait à s'intégrer dans un groupe disposant d'une meilleure assise financière.

L'entreprise a enregistré des pertes de 2015 à 2022. Selon son rapport annuel de 2019, en sa dette totale s'élevait à 13,638 Mds PKR. Selon la presse, le fonds de pension interarmées (Fauji Foundation) avait racheté une partie de ses dettes et avait amené Fauji Fertilizers (engrais et cheptel pour viande par le biais de « Fauji meat ») à effectuer deux prêts de 2,5 Mds (en 2021 puis 2022) à « Fauji Foods ».

Fauji Foods a terminé le deuxième semestre 2022/2023 avec un bénéfice net de 22 M PKR (79300 USD) contre une perte de 754 M PKR (2,7 M USD) au cours du deuxième semestre 2021/2022. Les spéculations vont bon train concernant une éventuelle vente de Fauji Foods, et notamment à Fauji Fertilizers qui serait sur le point de proposer de convertir ses dettes dans la société en actions.

## Bangladesh

### Marché

#### L'irradiation au service des produits alimentaires

Selon une étude, la perte post-récolte de 10 produits alimentaires produits localement, notamment des céréales, des épices et des fruits, s'élève à 5,13 millions de tonnes d'une valeur de 2,4 milliards de dollars par an. L'étude a été présentée lors d'un séminaire organisé conjointement par l'Institut d'agriculture nucléaire du Bangladesh (Bina) et le Département de l'énergie de l'Université A&M du Texas, aux États-Unis, à l'auditorium du Conseil de la recherche agricole du Bangladesh (Barc) à Dacca.

Il a été mentionné dans la présentation qu'au Bangladesh, les pertes post-récolte s'élèvent à 20 à 25 % pour les oignons, 30 à 35 % pour les mangues, 25 à 30 % pour les bananes, les papayes, les goyaves et les litchis, 8 à 9 % pour le riz, 6 à 7 % pour les légumineuses, 10 % pour les pommes de terre et 5 à 7 % pour le gingembre. Ces pertes représentent collectivement 5,13 millions de tonnes de cultures annuelles sur une production totale de 52,57 millions de tonnes de ces 10 produits.

Le Bina souhaite désormais mettre en place un centre d'irradiation à Gazipur afin d'utiliser la technologie E-Beam/X-ray pour prolonger la durée de conservation des produits alimentaires périssables. Bina pense que si le centre est construit, il pourrait potentiellement réduire les pertes post-récolte d'une valeur de 318,32 crores de Tk par an.

#### Importations d'œufs en hausse, le gouvernement tente de stabiliser le marché

Le marché des œufs connaît d'importantes turbulences. La Commission de la concurrence du Bangladesh (BCC) a infligé des amendes à deux grandes entreprises avicoles pour avoir manipulé le marché des œufs et des poulets. Kazi Farms a ainsi été condamné à une amende de 50 millions de Tk et Suguna Foods à une amende de 34,4 millions de Tk pour avoir violé l'article 15 de la loi sur la concurrence de 2012.

Pour stabiliser le marché, le Bangladesh a récemment approuvé l'importation de 50 millions d'œufs, en supplément des 60 millions déjà approuvés.

## Bhutan

### Production

#### Un rapport de la Banque mondiale met en garde contre les graves répercussions économiques des sécheresses

Les déficits en eau sont la nouvelle normalité dans de nombreux endroits, entraînant des revers pour la croissance économique et le développement. C'est ce qu'affirme la Banque mondiale dans son nouveau rapport intitulé "Droughts and Deficits" (Sécheresses et déficits), publié récemment, qui se concentre sur les pays à revenu faible et intermédiaire. Au Bhoutan, la mousson ayant été retardée de près d'une semaine cette année, les signes de précipitations intempestives commencent à se manifester, comme partout ailleurs dans le monde, ce qui a un impact sur le rendement des cultures et sur l'économie.

## Népal

### Commerce

#### Face à l'augmentation de la contrebande de riz au Népal, l'Inde assouplit les restrictions à l'export

La contrebande de riz de l'Inde vers le Népal a atteint des niveaux alarmants depuis que le voisin du sud a interdit les exportations de cette céréale de base, selon les médias indiens. Le pays a besoin de 4 millions de tonnes de riz par an pour nourrir sa population, et le déficit est comblé par les importations en provenance de l'Inde. Le prix du riz a instantanément augmenté au Népal après que l'Inde a annoncé l'interdiction des exportations, bien que les commerçants affirment que les prix ont commencé à diminuer dans une certaine mesure. L'Inde représente plus de 40 % des exportations mondiales de riz, et les faibles stocks des autres exportateurs signifient que toute réduction des expéditions pourrait faire grimper les prix des denrées alimentaires.

À la suite du ban des exportations décidé en juillet par l'Inde, le ministère népalais de l'industrie, du commerce et des approvisionnements avait officiellement demandé au gouvernement indien des quotas d'exportation d'un million de tonnes de paddy, de 100 000 tonnes de riz et de 50 000 tonnes de sucre au cours de la première semaine d'août.

Avec effet mi-octobre, le directeur général du commerce extérieur de l'Inde a émis une notification afin d'autoriser l'exportation de 95 000 tonnes de riz blanc non basmati vers le Népal, assouplissant partiellement les restrictions à l'exportation imposées en juillet.

Des quotas privilégiés ont été accordés au Népal, ainsi qu'au Cameroun, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée, à la Malaisie, aux Philippines et aux Seychelles. Selon la notification, l'exportation sera autorisée par l'intermédiaire de la National Cooperative Exports Limited of India.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi  
Rédacteurs : P. LEMOIGNIC, M. DAGAR, M. TRAN,  
L. CHOPITON, L. BOYER,  
Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner : [moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr](mailto:moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr)  
Crédits photo : ©DG Trésor